



Paris, le 19 janvier 2024

La solidarité en action !

Les personnels du Ministère de la Culture ont exprimé dans l'action leur solidarité avec le mouvement social du Centre Pompidou et de la BPI.

Lundi 15 janvier, afin de marquer les 3 mois de grève écoulés au Centre Pompidou, amplement médiatisée, une cinquantaine de militants de différents sites du Ministère de la Culture tels que le Château de Fontainebleau, le C2RMF (Centre de Recherche et de Restauration des Musées de France), le Musée de Cluny, le Musée Picasso, le Musée du Quai Branly, le Musée du Louvre, le Jardin des Tuileries, la Bnf (Bibliothèque nationale de France), la RMN-GP (Réunion des Musées Nationaux-Grand Palais), l'Arc de Triomphe et l'INRAP (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives)... se sont installés dans le forum du Centre Pompidou et aux entrées de l'exposition pour sensibiliser les visiteurs venus en nombre notamment à l'occasion du dernier jour de l'exposition Picasso.

Plusieurs milliers de tracts (près de 4000) ont été distribués aux visiteurs. Des discussions riches et nourries avec ces derniers ont permis d'expliquer les raisons d'une mobilisation sans précédent qui ne désarme pas aussi bien au Centre Pompidou (CNAC-GP) qu'à la Bibliothèque publique d'information (Bpi). Ces deux établissements seront impactés par les conséquences catastrophiques d'une fermeture totale pour une durée d'au moins 5 ans et d'un déménagement des personnels et des collections réalisé sans concertation et de manière précipitée.

Voilà maintenant plus de 3 mois que l'intersyndicale du Centre Pompidou (CFDT-Culture, SNMD-CGT-Culture, SPGP-FO, SUD-Culture Solidaires et UNSA-Culture) a déposé un préavis de grève (le 5 octobre 2023) reconduit 3 fois (jusqu'au 15 février 2024). Elle exige la négociation d'un protocole d'accord de sortie du conflit avec la direction du Centre. Mais cette négociation achoppe sur les garanties exigées en termes d'emplois : maintien du plafond d'emplois, non externalisation des services, des missions et des activités pendant la durée des travaux, recrutements et renouvellements des postes des agents partant à la retraite (plus de 200 départs à la retraite dans les 5 ans à venir sur les 1000 agents du Centre), retour sur leur poste de tous les agents à la réouverture du Centre...

Les militants ont pu débattre avec des centaines de visiteurs du Centre Pompidou et de la Bpi, dans toute leur diversité, toujours très attentifs et extrêmement réceptifs. Ils ont ainsi pu expliquer les raisons sociales de ce conflit exceptionnel par sa durée et la ténacité des agents. Cette action a aussi donné l'occasion d'expliquer la mobilisation visant à défendre le maintien des activités pluridisciplinaires, spécificité du Centre, telles que l'exposition permanente de la première collection d'art contemporain d'Europe, les expositions des artistes émergents, les spectacles et scènes d'art vivant, le cinéma, la photo, les ateliers, etc. mais aussi la médiation culturelle (enfants et adultes) et les missions de la Bpi.

De nombreux visiteurs ont confirmé leur adhésion à la mobilisation des agents en signant la [pétition en ligne](#) et en apportant un soutien financier aux grévistes *via* la [caisse de grève en ligne](#). Cette action de solidarité du 15 janvier 2024, quelques jours après la nomination de la nouvelle ministre de la Culture, Rachida Dati, visait à mettre en lumière l'urgence de traiter ce dossier avec les représentants des personnels.

Le 16 janvier, lors de la rencontre avec la ministre et l'intersyndicale Culture (CFDT-Culture, CGT-Culture, FSU-Culture, SUD-Culture-Solidaires, et CFTC/UNSA-Culture), Rachida Dati a d'ailleurs exprimé que : *« lorsqu'un conflit s'enlise (à Pompidou), il vaut mieux prendre la main ! »*

**La solidarité des agents de la culture n'est pas un vain mot :
elle est au cœur de la défense du service public culturel !**